

Présidentielles : et si une femme gouvernait la France ?

Autor(en): **Poyetton, Virginie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[95] (2007)**

Heft 1509

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-283103>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Présidentielles

Et si une femme gouvernait la France?

Le 22 avril et le 7 mai prochains, se tiendront, respectivement, le premier et le second tour des élections présidentielles françaises. Ces élections revêtent une importance toute particulière. C'est la première fois, dans le pays d'Olympe de Gouges et de Simone de Beauvoir, qu'une femme a de réelles chances d'accéder à la présidence de la République. Une nouveauté qui n'a pas manqué de soulever les foudres sexistes de ses adversaires, mais aussi des élus de ses rangs. Les références à son incompétence politique ne se comptent plus. Or, si elles sont nombreuses à dénoncer les salves lancées contre la candidate, beaucoup d'associations féministes hésitent à soutenir ouvertement la candidate Royal, qu'elles ne considèrent pas comme féministe. La question de l'impact d'une élue sur l'égalité entre hommes et femmes reste ouverte.

VIRGINIE POYETTON

«Autoritaire! Imprévisible! Incontrôlable! Légère! De tout temps, c'est ainsi qu'on a dévalorisé les femmes pour les assig-ner à ne pas sortir de leur condition. Si la cible était atteinte, toutes les femmes en subiraient les dommages collatéraux.» Cette phrase fait partie d'un manifeste cosignée début février par onze élues socialistes dont huit députées jugeant la campagne menée contre la candidate à la présidentielle française insultante envers toutes les femmes. Une campagne où «la suspicion d'incompétence, les pièges, les propos condescendants, les attaques personnelles ont un objectif: jeter le doute dans l'esprit des Français-e-s sur les capacités de Ségolène Royal à être présidente de la République.» Un vieux poncif, si l'on en croit Janine Mossuz-Lavau, coauteure de *Quand les femmes s'en mêlent, genre et pouvoir* aux éditions La Martinière (2004), interviewée dans ce dossier (lire p. 13): en politique, les femmes seraient moins compétentes que les hommes, elles auraient besoin d'être formées, d'apprendre. La compétence des femmes était déjà mise en doute au moment de la loi sur la parité: «c'est bien la parité, mais où trouver des femmes qualifiées?». Étonnement, la question ne se pose jamais pour les hommes.

Les médias jouent un rôle essentiel dans la valorisation des candidates. De manière générale, les femmes restent encore sous-représentées dans les pages des quotidiens. Une étude menée par Natacha Henry pour le compte de l'Association des femmes journalistes montre qu'en moyenne seuls 17% des articles publiés dans la presse quotidienne concernent des femmes. Par ailleurs, dans 1 cas sur 6 (contre 1 sur 33 pour les hommes), les femmes sont présentées sans leur métier ou leur fonction et 19% n'apparaissent dans les journaux qu'à travers leur statut conjugal (contre 7% pour les hommes). Dans le cas de la candidate à la présidentielle, s'il est difficile de déduire l'impact de l'image que donne d'elle les médias sur sa campagne, «comment ne pas voir que cette image ne place pas la candidate socialiste au même niveau que ses concurrents. Nicolas Sarkozy n'est jamais remis en question sur ses compétences, alors même que la candidate n'a cessé de l'être», commente la philosophe Marie-Joseph Bertini (lire l'interview en pp. 15 et 16).



La politique des femmes

Au-delà du déroulement de la campagne, que faut-il attendre d'une éventuelle élection de Ségolène Royal en terme d'égalité entre femmes et hommes? La manière de gouverner de la candidate sera-t-elle différente de celle d'un homme du simple fait qu'elle est une femme et qu'elle-même a été confrontée dans son parcours à des discriminations de genre? Si l'on en croit la théorie de la masse critique (lire p. 17) les effets de la présence des femmes en politique dépendent de leur nombre. A partir d'un certain pourcentage – que certains situent à 30%, d'autres à 20% – un changement de stratégie apparaît. Aussi bien au niveau institutionnel que qualitatif. Or, pour l'instant le seuil des 30% semble encore loin d'être atteint en France. Pour les associations féministes, l'heure est donc plutôt à la prudence. Si elles s'accordent à dire que l'élection de la socialiste permettrait de faire évoluer l'image de la femme en politique, de créer une émulation et de percer ce fameux plafond de verre (qui en France est à peine à 11% de représentation féminine au parlement), elles sont plus sceptiques quant aux engagements de la candidate en matière d'égalité. Certaines attendent de voir comment elle négociera avec les différents acteurs une fois au pouvoir, d'autres dénoncent un discours qui aujourd'hui déjà «ne remet pas en cause le patriarcat» (lire p. 14).